

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC

Index AI : AMR 34/017/2007 – ÉFAI
6 juin 2007

AU 136/07 Craintes pour la sécurité

GUATÉMALA **Edit Corado Gómez (f), membre du personnel de l'Asociación de Mujeres Ixqik (Ixqik, association de femmes)**
Liliana Tzin (f), membre du personnel d'Ixqik
Olympia Chatá (f), membre du personnel d'Ixqik
ainsi que les autres membres du personnel d'Ixqik

Personnes tuées :

María Cristina Gómez (f), militante des droits humains, mère d'Edit Corado
José Corado Gomez (h), frère d'Edit Corado

Selon les informations recueillies, des membres de l'association de femmes Ixqik, une organisation de défense des droits humains, ont été la cible d'une série d'attaques et de menaces au cours des trois semaines qui viennent de s'écouler. María Cristina Gómez, qui œuvrait en faveur des droits de la femme au sein de sa paroisse, a été tuée le 3 juin dans une attaque, avec son fils. Sa fille Edit Corado, qui travaille pour Ixqik, a été grièvement blessée. Amnesty International pense que cette femme et ses collègues d'Ixqik courent un grave danger.

Le 5 juin, vers 10 heures du matin, Iris Perez, la directrice d'Ixqik, a été contactée par téléphone par un homme qui lui a déclaré : « *On sait où vous êtes, tous les quatre [autres membres d'Ixqik], et tu te promènes avec elle, alors tu verras* ».

Le 3 juin, vers 17 h 30, deux hommes ont arrêté leur voiture près de la maison d'Edit Corado, à El Chal (département du Petén, dans le nord du Guatemala), où sa famille tient un petit magasin. Ils sont entrés dans la boutique, puis l'un d'eux s'est rendu dans une pièce occupée par la famille et a tué José Corado d'une balle derrière la tête. Maria Cristina a également reçu une blessure mortelle et Edit Corado a été touchée à l'épaule gauche, la main droite et la jambe gauche.

Le 2 juin, Martha Arauz, membre du personnel d'Ixqik, aurait reçu un appel, à 6 heures du matin, d'une femme qui demandait le numéro de téléphone d'Eulalia Herrera García, une de ses collègues d'Ixqik. Martha a répondu qu'elle ne le connaissait pas et son interlocutrice lui a demandé de contacter Eulalia et de se renseigner. Avant de raccrocher, elle a affirmé être Clara, la tante d'Eulalia Herrera. Or, cette dernière n'a pas de tante répondant à ce prénom.

Le 1^{er} juin, vers 22 h 15, deux hommes, de toute évidence ivres, ont pénétré dans le couloir menant à l'appartement d'Olga Urizar, qui travaille pour Ixqik. Ils sont restés près de sa porte quelques minutes, à parler fort. Après un court silence, l'un d'eux aurait crié : « *Dis-lui de sortir. Sortez Madame ! On va casser la porte, on va faire exploser ça... On y met la bombe et on s'en va, un, deux, trois, maintenant !* » À peu près au même moment, Iris Pérez recevait un appel téléphonique : il s'agissait d'un homme qui riait aux éclats.

Des membres du personnel d'Ixqik ont par ailleurs reçu un certain nombre d'appels téléphoniques et de SMS intimidants. Du 18 au 31 mai, quatre d'entre eux ont été contactés à environ huit reprises, à première vue par des collègues d'Ixqik. Dans certains appels, le correspondant cherchait à savoir où se trouvaient des membres de l'association, tandis que d'autres constituaient des menaces ouvertes. Ainsi, le 25 mai, Margarita Tux a reçu un SMS disant : « *Attends de voir ce qui va t'arriver. Je vais le faire.* »

Du 13 au 20 mai, Olga Urizar, Evely Valladarez et d'autres employés d'Ixqik ont été suivis à maintes reprises et ont vu des hommes surveiller leurs domiciles.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Depuis neuf ans, l'association Ixqik s'efforce de promouvoir les droits fondamentaux des femmes et leur participation à la vie politique dans le département du Petén. Elle mène notamment des recherches sur la violence contre les femmes et effectue un travail de sensibilisation et de prévention. En novembre 2005, après qu'Ixqik eut organisé une marche appelant à la justice pour les victimes de viol dans la région, ses bureaux ont été attaqués (voir l'AU 291/05, AMR 34/042/2005, 15 novembre 2005).

ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en espagnol ou dans votre propre langue) :

- déclarez-vous préoccupé par la sécurité d'Edit Corado Gómez et des autres membres du personnel d'Ixqik ;
- priez les autorités d'ordonner sans délai l'ouverture d'une enquête impartiale et exhaustive sur les événements du 3 juin, au cours desquels María Cristina Gómez et José Corado Gómez ont été tués et Edit Corado blessée, ainsi que sur les manœuvres d'intimidation dont d'autres employés d'Ixqik ont fait l'objet, et demandez-leur de traduire en justice les responsables présumés ;
- exhortez les autorités à prendre immédiatement des mesures efficaces pour garantir la sécurité de tous les défenseurs des droits humains travaillant pour Ixqik, conformément à leurs souhaits ;
- rappelez aux autorités guatémaltèques qu'en vertu de la Déclaration sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales universellement reconnus [ONU], les défenseurs des droits humains sont en droit de poursuivre leurs activités sans restriction ni crainte de représailles ;
- rappelez-leur également que les actes de harcèlement et d'intimidation dirigés contre des membres d'organisations œuvrant à mettre fin à la violence contre les femmes doivent faire l'objet d'investigations, et les auteurs présumés de tels actes être déférés à la justice.

APPELS À :

Procureur général et responsable du ministère public :

Lic. Juan Luís Florido
Fiscal General de la República y Jefe del Ministerio Público
Edificio Ministerio Público
15 Avenida 15-16, Zona 1, Barrio Gerona, 8vo. Nivel,
Ciudad de Guatemala, Guatemala
Fax : **+502 2411 9124**
 +502 2411 9326

Formule d'appel : **Estimado Sr. Fiscal General, / Monsieur le Procureur général,**

Ministre de l'Intérieur :

Adela Camacho de Torrebiarte
Ministra de Gobernación
6a. Avenida, 13-71 Zona 1.
Ciudad de Guatemala, Guatemala
Fax : **+502 2413 8658**
Formule d'appel : **Estimada Sra. Ministra, / Madame la Ministre,**

COPIES À :

Associations de défense des droits humains :

Asociación de Mujeres Ixqik c/o
Unidad de Protección de Defensoras y Defensores de Derechos Humanos
Movimiento Nacional De Derechos Humanos
1 Avenida 0-11, Zona 2
Colonia Lo de Bran
Ciudad de Guatemala, Guatemala
Fax : **+502 2232 2651 (si une personne décroche, veuillez dire : « tono de fax por favor »)**

ainsi qu'aux représentants diplomatiques du Guatemala dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT. APRÈS LE 17 JUILLET 2007, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.

*La version originale a été publiée par Amnesty International,
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni.
La version française a été traduite et diffusée par Les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -
Vous pouvez consulter le site Internet des ÉFAI à l'adresse suivante : <http://www.efai.org>*